

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 21/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS CARRIERES DU SUD OUEST**

Avenue du Père Daniel Brottier  
31600 Muret

Références : 12-CARMIN-2023-66  
Code AIOT : 0006804316

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SAS CARRIERES DU SUD OUEST implanté Laval 81190 Tanus. L'inspection a été annoncée le 14/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CARRIERES DU SUD OUEST
- Laval 81190 Tanus
- Code AIOT : 0006804316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorise la SAS Carrières du Sud-Ouest – Avenue du Père Daniel Brottier 31600 MURET à exploiter une carrière de schistes et de gneiss sur le territoire de la commune de Tanus au lieu-dit Laval.

La production autorisée maximale est de 140 000 t/an et la production moyenne de 85 000 t/an (APC du 09/06/2017) sur une durée de 25 ans et une superficie de 6,183 ha.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions particulières (ruisseau le Gasquière)
- Eaux rejetées

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DP2	Sans objet
2	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 10	Sans objet
3	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN3	Sans objet
4	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN4	Sans objet
5	Prélèvement, rejetées dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral, notamment au regard de la gestion des boues et des eaux de ruissellement, avec la mise en place d'équipements limitant le dépôt de boues sur la voie publique (enrobage et laveur de roues), et la mise en place de dispositifs assurant une gestion des eaux de ruissellement (caniveau et un second bassin de décantation) .

Il est à noter que par Arrêté Préfectoral Complémentaire en date du 16/11/2023, l'exploitant a été autorisé à redéfinir le phasage de l'exploitation, notamment avec la reprise des fronts de hauteur supérieure à 15 m, et la modification de la remise en état final.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article DP2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Limite terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Une bande de terrain d'une largeur de 30m est maintenue inexploitée en bordure du ruisseau de la Gasquié. Cette bande est délimitée par des repères qui doivent rester en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site [...].
<b>Constats :</b> L'exploitation sur sa partie Sud-Ouest est sise en aplomb du ruisseau de la Gasquié. La bande de terrain d'une largeur de 30m est maintenue inexploitée, les repères sont positionnés sur la déclivité entre l'exploitation et le ruisseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention des pollutions et des nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, La prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Pour éviter une pollution du ruisseau de la Gasquié par les eaux de ruissellement en provenance de la zone Sud-Est de stockage des déchets d'extraction inertes, un merlon associé à un fossé en pied est maintenu en limite Est et Sud-Est du site.</p> <p>Les eaux de ruissellement de cette zone de stockage sont canalisées vers le carreau de la carrière pour y être traitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un merlon associé à un fossé longe le site en limite Est et Sud-Est.</p> <p>Les eaux de ruissellement de la zone de stockage sont interceptées et recueillies vers le carreau où elles s'infiltrent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions par les hydrocarbures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement des engins de chantier sont réalisés sur une aire fixe étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale de seaux ou des liquides résiduels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le ravitaillement des engins est réalisé sur aire bétonnée, à l'aide d'une cuve GNR double paroi de 1500l.</p> <p>L'aire bétonnée est équipée d'une grille avaloir qui est reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions par les hydrocarbures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits polluants (huiles, graisses...) sont stockés à l'abri des intempéries dans un container positionné sur aire bétonnée, et fermé à clé. Les produits sont disposés sur bacs de rétention de capacités adéquates et résistants à l'action chimique des fluides.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Prélèvement, rejetées dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article PN6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p>

- pH compris entre 5,5 et 8,5;
- température inférieure à 30 °C;
- matières en suspension totales (MEST) de concentration inférieure à 35 mg/l;
- demande chimique en oxygène sur effluents non décantés (DCO) inférieure à 125 mg/l ;
- concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.

[...] En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

**Constats :**

L'analyse des eaux rejetées en date du 9/06/2023 présentée par l'exploitant montre des valeurs conformes à la réglementation.

**Type de suites proposées :** Sans suite